

Chronique du Grenelle, décembre 2011

mardi 6 décembre 2011, par [Yveline Nicolas](#)

L'anniversaire du Grenelle, diversement fêté

Le ministère du Développement Durable célèbre « *les quatre ans du Grenelle* », véritable « *mutation écologique* ». De leur côté des associations environnementales se demandent ce qu'on fête exactement. La politique écologique va-t-elle s'inviter dans la campagne électorale ?

D'après le ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, « *depuis quatre ans, le Grenelle transforme notre quotidien* ». En témoignent la création du bonus-malus automobile, l'aménagement d'éco-quartiers, la construction de 600 km de lignes de train à grande vitesse, le développement des énergies renouvelables, l'encouragement de l'agriculture biologique, la réduction des pesticides, l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments... « *La révolution écologique est en marche et se fait peu à peu visible tout autour de nous !* ». Le site du ministère propose une [animation ludique](#) pour que chacun s'en rende compte, à la maison, à la campagne, en ville, en week-end, au supermarché...

Parmi les dernières réalisations mises en avant : l'expérimentation nationale sur l'affichage environnemental indiquant les impacts écologiques de centaines de produits sur le climat, l'eau, l'air, la biodiversité. Les entreprises actuellement impliquées sont [recensées ici](#).

Le secteur des transports (entreprises de transports en commun, de déménagement, taxis, loueurs de véhicules, collectivités, agents de voyages, etc.) devra maintenant informer ses clients par affichage ou sur les titres de transport de l'impact CO2 des prestations. 33,7 % des émissions de CO2 en France viennent des transports.

Le 25 octobre a été lancée la Commission Nationale de la Certification Environnementale (CNCE) réunissant syndicats agricoles, coopératives, filière agro-alimentaire, distributeurs, organisations de protection de l'environnement et associations de consommateurs. Objectif : inciter les exploitations agricoles à aller vers la Haute Valeur Environnementale (HVE), sur une base volontaire et progressive.

Notons que cette HVE reste très contestée - pourquoi ne pas plutôt renforcer les aides à la filière Bio ? -, et qu'une bonne partie de toutes les « *innovations* » présentées étaient rendues obligatoires par les engagements de la France au niveau européen, comme le retrait des ampoules à incandescence.

Selon le [Réseau Action Climat](#), la liste des renoncements du Grenelle est longue : abandon de la contribution climat énergie ; plus de 1000 km de nouvelles routes planifiés et construction du nouvel aéroport à Notre-Dame des Landes ; taxe poids lourds repoussée jusqu'en 2013 ; part du fret ferroviaire divisée par deux entre 2000 et 2010 pendant qu'elle doublait en Allemagne ; exclusion des émissions indirectes du bilan de gaz à effet de serre des entreprises ; absence totale de mesures significatives pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture ; absence de l'étude prévue sur l'obligation de rénovation des bâtiments anciens ; mesures défavorables au développement des énergies renouvelables comme la baisse du tarif d'achat du photovoltaïque, qui a coûté plus de 5 000 emplois à la filière depuis le début de l'année. Ainsi « *La France n'a même pas respecté les objectifs qu'elle s'était fixés pour 2010 en matière d'énergies renouvelables : alors qu'à cette échéance, notre consommation d'électricité devait être produite pour 21% à partir d'énergies renouvelables, cette part n'atteignait que 14,6% (soit le même niveau qu'en 1997 !)* ».

Dans un contexte de crise et de montée du chômage, le Grenelle aura-t-il une place dans la campagne électorale ? Nathalie Kosciusko-Morizet a critiqué de façon virulente « *l'écologie dépassée* » de François Hollande qui ne comprend pas que « *les enjeux environnementaux sont au cœur des transports et du logement, au cœur des politiques publiques et des stratégies industrielles* », et dont le programme

reprerait des mesures déjà en cours (*Le Monde* du 19/10/11). Le PS réplique sur le même ton, affirmant que la politique énergétique du gouvernement « *vise à tuer les énergies renouvelables au profit d'autres filières jugées plus stratégiques, comme le nucléaire, les gaz de schiste ou les forages en eaux profondes* », et déplorant que l'agriculture biologique qui devait atteindre 6 % de la surface agricole utile en 2012, n'en soit qu'à un peu plus de 2,5 % (*Le Monde* du 26/11).

Yveline Nicolas
Coordinatrice de l'association Adéquations
[Mail](#)